ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

17 | 2013

**1861-2011 : réflexions sur l'abolition du servage en
Russie**

Aspirations et obstacles à l'abolition du servage en Ukraine au XIX^e siècle

*Aspirations and obstacles to the abolition of serfdom in Ukraine in the 19th
century*

*СТРЕМЛЕНИЯ К ОТМЕНЕ КРЕПОСТНОГО ПРАВА И ПРЕПЯТСТВИЯ, НА УКРАИНЕ В
XIX В.*

Daniel Beauvois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/1775>

DOI : 10.4000/ilcea.1775

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-84310-243-1

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Daniel Beauvois, « Aspirations et obstacles à l'abolition du servage en Ukraine au XIX^e siècle », *ILCEA*
[En ligne], 17 | 2013, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/1775> ; DOI : 10.4000/ilcea.1775

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

© ILCEA

Aspirations et obstacles à l'abolition du servage en Ukraine au XIX^e siècle

Aspirations and obstacles to the abolition of serfdom in Ukraine in the 19th century

СТРЕМЛЕНИЯ К ОТМЕНЕ КРЕПОСТНОГО ПРАВА И ПРЕПЯТСТВИЯ, НА УКРАИНЕ В XIX В.

Daniel Beauvois

Quatre siècles de servage polonais

- 1 Les trois provinces ukrainiennes de Kiev, de Podolie et de Volhynie qui font l'objet de la présente esquisse, connurent un long servage sous la domination polonaise, puis, après le partage de 1793, presque un siècle de servage sous la domination russe. Même sous ce nouveau pouvoir politique, les grands domaines seigneuriaux restèrent longtemps majoritairement polonais ce qui, au moment où commença à se manifester l'identité ukrainienne des serfs, provoqua une situation agraire, sociale et nationale triple, bien différente de celle du reste de l'empire des tsars. Ce sont les particularités de l'évolution du servage dans ces régions au XIX^e siècle que nous voudrions ici marquer de manière succincte¹.
- 2 La dureté du servage dans les territoires ukrainiens que les Polonais appelaient *ruskie* (ruthènes) était déjà largement dénoncée par des écrivains polonais du XVII^e siècle comme B. Zimorowic. Elle est attestée par les nombreuses révoltes qui éclatèrent dans ces régions, dont la plus importante fut celle de Bogdan Chmielnicki (1648). Le servage n'en fut pas la seule cause, mais l'une des principales. Au XVIII^e siècle, le symbole le plus violent du rejet du servage fut le massacre de vingt mille nobles polonais et de nombreux juifs considérés comme leurs complices, à Human (1768). Ce mouvement, appelé en polonais et en ukrainien *Koliszczyzna* se répéta en de nombreuses répliques conduites, de loin en loin, par des « bandits » (*hajdamaki*) que la tradition littéraire du XIX^e siècle, surtout le poème

de ce nom de T. Chevtchenko, présente comme les initiateurs de l'identité ukrainienne, aussi importants que les Cosaques.

- 3 L'empire russe fut, au XIX^e siècle, l'une des dernières puissances (l'Autriche le supprima en 1848) où le servage resta en vigueur. La France, en 1789, depuis cinq siècles, ne possédait plus de serfs attachés à la glèbe. Voltaire avait bataillé, l'année de sa mort (1778), pour faire abolir les corvées des paysans du Mont-Jura. Louis XVI les avait fait supprimer dans ses domaines royaux, le 8 août 1779 et la nuit révolutionnaire du 4 août 1789 avait définitivement rompu, en France, avec ce système. L'horreur de l'esclavage des nègres aux Amériques avait fait naître dans les esprits les plus éclairés de Russie et de Pologne, dès le XVIII^e siècle, les premières protestations contre la servitude paysanne, mais, comme on sait, le chemin de l'abolition fut très long. On connaît, certes la véhémence indignation de Radichtchev ou de Novikov, mais l'on sait aussi que ces voix prêchèrent dans le désert. Au même moment, en Pologne, les voix de Kollataj et de Staszic furent aussi faibles et l'on n'en retrouva qu'un écho vide de sens dans l'article IV de la Constitution du 3 mai 1791, qui plaçait très vaguement les paysans « sous la tutelle de la loi et du gouvernement ». Catherine II feignit d'y voir un danger jacobin contagieux : il ne pouvait s'agir que d'un prétexte au second partage. Kosciuszko ne réussit pas non plus à développer les suggestions de son secrétaire, Jozef Pawlikowski, pour émanciper les serfs et les faire participer en citoyens à l'insurrection qu'il provoqua en 1794. Les quelque 2 000 « faucheurs » qui répondirent à sa *proclamation de Polaniec*, pleine de promesses aux serfs qui le suivraient, ne restèrent qu'un symbole. Avant de disparaître, la république polono-lituanienne produisit quelques exemples de grands propriétaires terriens imbus de l'esprit des Lumières, comme J. Chreptowicz ou M. Karp. Ce dernier, très vanté dans le *Pan Tadeusz* d'Adam Mickiewicz, en 1834, avait, à la fin du XVIII^e siècle, amélioré le sort de ses serfs en les soumettant à la redevance au lieu de la corvée. L'autre grand poète romantique, Juliusz Slowacki, chanta, vers le même moment, un autre propriétaire philanthrope qui nous intéresse de plus près car ses domaines se trouvaient en Ukraine. Cet Ignace Marchocki (1749-1827) était un grand original qui mêlait un paternalisme tout sarmate à l'esprit des Lumières. Il avait émancipé les serfs de son vaste district de Minkowce, qu'il avait proclamé « république indépendante », sans égard au pouvoir russe récemment établi. Se faisant appeler tantôt « roi de Ladawa », tantôt « comte de Redux », il organisait pour ses sujets libres des fêtes où était honorée Cérès, la déesse des moissons, et cet usage fut respecté par la population jusqu'en... 1881, lorsque le clergé orthodoxe y vit un paganisme intolérable.

Les premiers rêves d'abolition sous domination russe

- 4 Ces petites curiosités n'étaient que des germes très modestes. Des exemples bien plus convaincants se présentèrent bientôt aux frontières occidentales de l'empire russe. En 1807, Napoléon abolit le servage dans le Duché de Varsovie à peine créé et, en 1808, Stein suivit ce modèle en Prusse. Alexandre I^{er}, sur le trône depuis 1801, évoqua plusieurs fois, avec ses « jeunes amis » et conseillers, notamment le prince polonais A. J. Czartoryski, l'éventualité de l'émancipation des serfs, mais ne dépassa pas les velléités, se gardant bien d'étendre le seul exemple positif de l'empire, celui de J.-F. Parrot, recteur de l'université de Dorpat, qui avait inspiré et obtenu, en 1804, l'émancipation des serfs de Livonie.
- 5 En tant que curateur de l'« arrondissement » scolaire et universitaire de Vilna, qui couvrait les neuf provinces lituano-ruthènes prises à la Pologne, le prince Czartoryski

resta, jusqu'en 1824, en mesure d'introduire des réformes comparables. Il fit traduire du polonais en russe, en 1808, une brochure de Walerjan Strojnowski : *Des contrats entre propriétaires et paysans*, très influencée par les idées françaises que Speranskij accueillait aussi avec faveur à Saint-Pétersbourg. Le prince suggéra sans succès, en 1809, au petit nombre de professeurs qui possédaient des terres de donner l'exemple de leurs lumières. Il répéta en vain cet appel, en 1818, alors que l'Estonie venait, à son tour, de se montrer à la pointe du progrès en obtenant, en 1816, la liberté personnelle des serfs (sans la terre). Les écoles de toutes les nouvelles provinces occidentales de l'empire, dont celles d'Ukraine, étaient partiellement financée par le fermage des anciennes terres jésuites, allouées à des propriétaires. Czartoryski appela également ceux-ci à montrer que leur lien avec les Lumières les engageait à avoir plus d'humanité envers les paysans (1808-1809). L'hostilité des possédants fut générale².

- 6 En nous concentrant sur la situation des serfs d'Ukraine, n'oublions jamais que la situation des serfs de l'intérieur de l'empire n'était pas meilleure³. Un serf au pouvoir d'un propriétaire polonais était dans la même dépendance que son homologue russe. L'incompréhension mutuelle pouvait toutefois s'aggraver — et parfois très profondément — dans le premier cas, du fait de la différence de religion. La langue jouait un rôle moins grand, car Russes et Polonais prétendaient que l'ukrainien n'était qu'un dialecte de leur propre langue et s'entendaient comme ils pouvaient.
- 7 Pendant plusieurs décennies, le contact direct et le contrôle du pouvoir russe sur la paysannerie ukrainienne furent très gênés par la pérennisation des structures juridiques et judiciaires nobiliaires polonaises qui firent écran face à l'administration des gouverneurs de province qui s'imposait difficilement, face aussi à la police tsariste encore insuffisante, ou même face à l'armée. Les tribunaux nobiliaires polonais dans les districts restèrent, jusqu'en 1840, la seule instance devant laquelle les serfs avaient à comparaître ou à se plaindre. Aucune équité ne pouvait être attendue de cette instance. Cela était évidemment en totale contradiction avec l'esprit dans lequel Catherine II avait, dans tous ses *ukaz*, conduit l'annexion, c'est-à-dire avec l'idée d'une « communauté de race » (*edinoplemennost'*). Très vite, elle avait dû reconnaître que confirmer tous les privilèges de la noblesse polonaise des territoires annexés — dont la possession discrétionnaire de serfs — était impératif pour administrer ces régions. Un serf n'ayant aucune existence civique, le principe légitimateur de la « réunion » de paysans « de même race » ne fut plus mis en avant que rarement par les successeurs de la tsarine (sauf pendant quelques grands moments où l'appel à une « patrie » commune parut possible comme en 1812), avant de reparaitre en force lors du triomphe de la slavophilie.
- 8 Les seuls qui firent progresser le contrôle de la paysannerie par le pouvoir, avant 1830, (pas encore limiter le servage) furent P. P. Pankratjev, le gouverneur de Kiev, mort en 1810, qui obtint l'introduction d'*ispravniki* nommés, dans les campagnes, à côté des *dizainiers* et *centeniers* paysans, toujours désignés par les propriétaires ; et P. F. Jeltuhin, gouverneur militaire de Kiev, qui tenta, un peu plus tard, d'imposer la langue russe dans les relations officielles (1828). Mais avant 1830, le pouvoir russe n'envisa pas de maintenir l'ordre dans les campagnes autrement que grâce aux *pomiesciki* polonais. Même lorsque certains de ces derniers suivirent Napoléon, entre 1812 et 1814, et que, dans un premier temps, leurs domaines furent confisqués par l'Etat, le gouverneur de Podolie, Armand de Saint-Priest, un émigré français au service de la Russie, écrivit à Guriev, ministre des Finances, le 9 février 1814, qu'il fallait craindre des révoltes de serfs confondant ces confiscations avec leur propre libération du servage. Tous les domaines

confisqués furent rendus à leurs propriétaires. Maintenir « le calme des campagnes » était prioritaire, les frères de races ne comptaient plus.

- 9 Pendant le premier tiers du XIX^e siècle, il fut même assez fréquent que des aristocrates polonais loyaux à Alexandre I^{er} fussent nommés à de hautes fonctions dans les territoires annexés de l'Ouest. Un exemple frappant est celui de M. Grocholski, gouverneur de Podolie, dont les opinions ouvertement esclavagistes n'avaient rien à envier à celles d'un Araktcheev, le tristement célèbre créateur des colonies militaires paysannes. Son rapport annuel au tsar pour 1823 est éloquent : « On peut affirmer sans hésiter que le bas-peuple (prostoliudiny) de la province de Podolie, écrit-il, n'est absolument pas capable d'exécuter quoi que ce soit qui exigeât l'usage des facultés intellectuelles. » Ces brutes aiment le luxe, mais ne s'adonnent qu'à l'ivrognerie et à l'oisiveté, toujours sous la fatale influence des juifs. En 1830 encore, Grocholski développait cette vision des paysans ukrainiens dans sa correspondance avec le sénateur Novosiltsov.

Dresser le peuple contre les Polonais ?

- 10 Pourtant l'époque où le peuple, comme à la fin du *Boris Godounov* de Pouchkine, « restait muet » (*narod bezmolstvuet*) approchait de sa fin. Son importance numérique croissait déjà notablement : de 3,5 millions au début du XIX^e siècle, les serfs étaient passés à 4,3 millions en 1834 dans les trois provinces qui nous occupent.
- 11 Lors de l'insurrection polonaise de 1831, malgré l'écho relativement faible qu'elle recueillit dans cette région, la tentation fut forte, chez les militaires russes, de chercher un appui chez les serfs afin de les soulever contre les propriétaires polonais. Le général Sacken, commandant la répression anti-polonaise, adressa à la paysannerie une proclamation destinée à la dissuader de suivre ses maîtres. Ils veulent, disait-il, « vous faire complice de leurs crimes et s'enrichir de votre ruine. Ne les croyez pas... essayez de les capturer et de les présenter au commandement » et il concluait par une promesse que l'État était dans l'impossibilité de tenir sans encourir une revendication de liberté dans l'ensemble de l'empire : « Vous n'appartiendrez plus jamais aux propriétaires qui se soulèvent contre les autorités légales. » Or, au lieu d'être libres, les paysans des domaines confisqués par l'État se retrouvèrent versés dans les *kazionnye krestjanie* qu'Araktcheev organisait en colonies militaires, c'est-à-dire connurent un régime pis que le précédent.
- 12 De telles situations amenèrent le pouvoir à réfléchir sur la manière de susciter la sympathie, de rendre le servage russe plus souhaitable que le polonais. Or, avant la nomination, en 1838, de D. G. Bibikov au poste de gouverneur général de nos trois provinces ukrainiennes (poste nouveau créé en 1831 pour renforcer la cohésion du pouvoir), la police et l'armée semblaient être retombées dans la routine d'avant 1830, c'est-à-dire qu'elles prêtait volontiers main-forte aux propriétaires polonais les appelant pour mater ensemble les serfs révoltés. Il arrivait souvent que l'ordre fût ramené après l'encerclement des villages et de cruelles séances de knout qui contraignaient les rebelles à reprendre les corvées. Encore en 1833, Nicolas I^{er} n'avait pas trouvé d'autre façon d'apaiser les troubles consécutifs à une famine dans le Sud que d'autoriser les propriétaires à faire appel à la troupe. En prenant ses fonctions, Bibikov fut frappé de la cruauté des abus qu'on lui signalait pour les années récentes, ce qui l'amena progressivement à introduire des changements, puis, en 1847, à créer pour cette partie de l'Ukraine en régime du servage dérogatoire à celui de l'empire.

- 13 Il apprit d'abord quels traitements subissaient les serfs de Wacław Hanski — époux de la future Eve (Ewelina) de Balzac — notable polonais qui avait été, avant 1830, maréchal (en russe, *predvoditel'*) de la noblesse de Volhynie. En 1829, un de ses intendants avait fait mourir un paysan en lui versant du goudron bouillant sur la tête. En 1832, 50 de ses paysans avaient déposé une plainte chez leur pope pour dénoncer un autre administrateur qui avait sorti six d'entre eux de l'office des rameaux et les avait fait fouetter pour la raison qu'ils avaient volé, dans sa forêt, de quoi refaire leur toit de chaume. De telles violences constituaient le quotidien du servage. S. Goszczyński, un poète démocrate polonais, s'était élevé contre cette barbarie des maîtres, en 1828, dans un poème tragique et déchirant, *Le Château de Kaniów*, où les abus envers les femmes étaient également mis en évidence. Bientôt un serf émancipé grâce à son « rachat », en 1838, par le peintre russe Brioullov, et devenu, à St-Petersbourg, le peintre et poète ukrainien Taras Chevtchenko, allait, à son tour, clamer les injustices subies par son peuple. Entre 1840 et 1860, le romancier polonais J. I. Kraszewski publiera, lui aussi, des histoires rurales rappelant celles de Georges Sand, pleine de compassion pour les paysans de l'Ukraine où il vivait.
- 14 D. G. Bibikov n'avait rien d'un poète ou d'une âme tendre, mais, en tant que pionnier de la russification, il profita de ce climat pour punir très sévèrement, en 1839, les membres d'une société secrète polonaise très active en Ukraine sous la conduite de S. Konarski. Celui-ci fut fusillé et surtout l'ancienne législation polonaise contenue dans le *Statut Lituanien*, maintenu en vigueur malgré le rattachement des provinces de l'Ouest à la Russie, fut abrogée en 1840. Ce code du xvi^e siècle, connu dans ses versions successives de 1529, 1566 et 1588, était devenu obsolète, surtout les passages concernant le traitement encore tout féodal des serfs. Bibikov avait eu la curiosité de faire établir, d'après les verdicts des tribunaux nobiliaires des années 1838-1840, des listes des condamnations encourues par les propriétaires ou intendants ayant provoqué la mort de serfs ou de serves. En vertu du Statut lituanien, ces criminels étaient soit acquittés, soit soumis à de ridicules journées de pénitence, soit incarcérés pour quelques jours. L'introduction du droit russe, à peine plus sévère pour les auteurs de mauvais traitements, mais moins « médiéval », ne fut pas possible immédiatement, faute de juges en assez grand nombre et désireux de s'installer dans ces provinces périphériques, mais la mesure rappela les Polonais à l'ordre. Elle fut le premier geste indiquant une légère sollicitude globale pour les paysans des provinces de l'Ouest.

Les débuts d'une intégration plus étroite des serfs à l'empire

- 15 À partir de ce moment, des appels à respecter la loi russe se multiplièrent. Le 2 juillet 1840, Bibikov adressa à chaque maréchal de district (tous étaient encore Polonais) une grande circulaire imprimée en trois pages, avec avis de réception, qui dénonçait l'oppression et l'arbitraire des intendants. Il soulignait particulièrement le nombre anormal de suicides de paysans (500 en deux ans dans les trois gouvernements), mais ne trouvait pas, dans la législation impériale, beaucoup de textes appelant à adoucir le servage. Il se référait donc au rescrit du 6 septembre 1826 demandant vaguement aux autorités nobiliaires de dissuader les propriétaires de maltraiter leurs sujets. La plupart des propriétaires répondirent qu'ils agiraient en ce sens, mais quelques-uns osèrent exprimer une défense des vieilles lois. La « sévérité » était nécessaire, disaient-ils, vu la

paresse innée du peuple. Les suicides n'étaient qu'une conséquence de l'abus d'alcool ou des menées perfides des juifs. Les intendants étaient les meilleurs amis du peuple. Cette contre-vérité exaspéra à tel point Bibikov qu'il proposa au Comité des gouvernements de l'Ouest, siégeant dans la capitale, de remplacer tous les intendants de domaines par des Russes. Le comte P. D. Kisselev, responsables des Domaines impériaux, convint que l'idée était excellente, mais inapplicable. Où les trouver ? Les intendants polonais restaient irremplaçables tant par leur nombre que par leurs compétences techniques.

- 16 Le combat pour adoucir le servage risquait d'être encore long, mais un événement extérieur vint l'accélérer. En février 1846, les serfs polonais de Galicie autrichienne, autour de Cracovie et de Tarnow, se soulevèrent et, à l'horreur de toute l'Europe, massacrèrent un millier de nobles. Nicolas I^{er}, qui avait le titre de roi de Pologne (en vigueur depuis 1815 dans l'ancien Duché de Varsovie), alla, effrayé par ce voisinage, signer à Varsovie, le 7 juin 1846, un *ukaz* interdisant de priver les serfs de terre dans tout ce royaume, d'alourdir les redevances et prescrivant d'établir une liste exacte (dite *Inventaire*) des travaux dus par chaque communauté, afin d'empêcher les abus. Les paysans furent autorisés à déposer des plaintes. L'idée n'était pas neuve. En Russie même, le 16 juillet 1840, A. G. Stroganov, ministre de l'Intérieur, avait déjà suggéré des mesures analogues dans les domaines de l'État où des mauvais traitements avaient été signalés. L'empereur avait même souhaité leur généralisation, mais s'était heurté à l'absence, sans cesse regrettée, mais sans cesse prolongée, d'un cadastre général, seul moyen de définir les droits et obligations⁴.
- 17 Comme les plaintes continuaient à affluer en Ukraine et dans tout l'Ouest, le comité gérant ces provinces à Pétersbourg avait, en 1844, décidé d'y instaurer des « Commissions pour l'examen et la constitution d'inventaires des domaines privés des gouvernements de l'Ouest ». Elles avaient six ans pour proposer une solution. Mais Bibikov, encouragé par l'*ukaz* de Varsovie, devança ce délai et proposa, le 26 mai 1847, le lancement d'une inventurisation des domaines privés d'Ukraine rive droite qui devait être le premier grand changement institutionnel dans l'empire avant la réforme de 1861.
- 18 La *loi des Inventaires* qui fondait cette opération s'annonçait grandiose. La montagne accoucha d'une souris, mais fit du bruit et secoua les esprits. Ses 65 articles définissaient une sorte d'idéal du servage que le paternalisme des seigneurs et des fonctionnaires croyait figer en établissant en détail le calcul des corvées dues et en établissant strictement les surfaces allouées au *mir*. Or la propriété collective de la terre n'avait jamais existé dans le droit local qui ne connaissait que les *feux* et, surtout, l'initiative des bornages, laissée aux frais et à l'initiative des propriétaires, aboutit, de par la vénalité des arpenteurs et la conduite très défailante de l'opération, à une vaste spoliation des lopins paysans par les propriétaires⁵. Ces *Inventaires* détruisirent ce qui pouvait subsister de confiance chez les serfs. Ils devaient être lourds de conséquences, à l'avenir, dans la mémoire paysanne.
- 19 Le monde possédant crut avoir bien dupé le gouverneur général et pouvoir perpétuer sa cruelle domination sur la population serve. Ce que Balzac vit, en 1847, en rendant visite à son égérie dans sa superbe résidence rurale, non loin de Kiev, lui fit croire qu'il arrivait chez des sauvages qu'il fallait tenir en esclavage :
 l'ignorance barbare, tel est le caractère des paysans... il faudra des siècles pour les éclairer, écrit-il dans sa *Lettre sur Kiev*, leur parler liberté, c'est leur faire croire, comme aux nègres, qu'ils ne travailleront plus. Ce serait la désorganisation de l'Empire, fondée sur l'obéissance [...] il faudrait passer par une crise affreuse, celle

de l'ivresse du paysan [...] le mot liberté se traduirait pour le paysan en licence de boire. Quels seraient les malheurs de cette phase !

- 20 Le tsarisme, effrayé par la découverte de l'identité ukrainienne qui s'exprimait, la même année, au sein de la *Société Cyrille et Méthode* et dont il déporta les membres, puis par le *Printemps des peuples* de 1848 qui montra que cette identité avait aussi beaucoup de vitalité dans l'empire d'Autriche et au Congrès slave de Prague, dut de nouveau se ménager la connivence des propriétaires polonais d'Ukraine dans la gestion du servage. Pendant la guerre de Crimée, géographiquement toute proche, ces propriétaires tinrent à montrer leur loyauté en répondant bien volontiers aux réquisitions de l'armée russe et purent ainsi continuer, sans être trop inquiétés, à user et abuser des corvées. L'émigration polonaise de Paris s'illusionnait sur la possibilité, pour ces latifundiaires, d'appeler leurs serfs à un soulèvement en appui aux troupes anglo-françaises. Les quelques étudiants de l'université de Kiev qui écoutèrent ces balivernes le payèrent cher : capturés par les paysans qu'ils voulaient convaincre, ils finirent en Sibérie. Les serfs, perdus dans cette agitation, se mutinaient ça et là, accusant les seigneurs, comme les agents du pouvoir central, de leur dissimuler un mystérieux *ukaz* impérial d'abolition des corvées.

L'abolition du servage entre pouvoir central, ukrainophilie et insurrection polonaise

- 21 L'intérêt de l'intelligentsia russe pour le « peuple » (*narodnicestvo*) est certes dû, avec le libéralisme qu'inspira la montée sur le trône d'Alexandre II, à l'engouement littéraire suscité par les Turgenev, Tolstoï, Saltykov-Scedrin, Hercen et bientôt Uspienski ou Pisarev, mais, paradoxalement, ce fut la démarche des Polonais des provinces du Nord-Ouest de l'empire qui donna le branle à la réforme de 1861. Ceux d'Ukraine, au contraire, restèrent fidèles à l'esclavagisme.
- 22 Après un entretien avec le nouvel empereur à Brest-Litovsk, pendant l'été 1856, V. I. Nazimov, le gouverneur général de Vilna, appela les nobles polonais des régions de Grodno et Minsk à devancer les Russes et à présenter un plan pour préparer l'abolition du servage⁶. Cette demande fut adressée au tsar en octobre 1857. Le 9 mars 1857 Alexandre II pria toutes les assemblées nobles des provinces de l'empire de former des *Comités nobiliaires pour l'amélioration du sort des paysans des domaines privés*. La mauvaise volonté des 72 commissaires d'Ukraine (2 par district, 24 par province), lors des réunions locales, est bien rendue dans les *Mémoires* de Tadeusz Bobrowski, l'un des participants. Ces réunions furent surtout l'occasion de mondanités. Leurs propositions conservatrices n'avaient aucune chance d'être écoutées à Pétersbourg où N. A. Miliutin synthétisait les débats, les orientait vers l'abolition et, lors des réunions finales dans la capitale, réduisit à presque rien la représentation nobiliaire de l'Ukraine rive droite. Très vite les Polonais du Nord-Ouest perdirent aussi le bref crédit qu'ils s'étaient acquis, et comme ceux du Sud-Ouest, exaspérèrent le pouvoir russe, bien avant la nouvelle insurrection, par l'ampleur des privilèges scolaires, linguistiques et politiques qu'ils espéraient retrouver⁷. Dès 1859, un proche des frères Miliutin, le juriste et historien B. N. Cicerin, élaborait un plan irréalisable, mais qui hanterait la politique russe jusqu'à la fin du siècle : la dépolonisation totale des domaines ruraux de l'Ouest par transfert des propriétaires vers le Royaume de Pologne et appel à des *pomiesciki* russes.

- 23 Les Miliutin, pendant les deux années qui précédèrent l'acte d'abolition du servage et celle qui suivit, envisagèrent d'associer cet acte à une reconnaissance des identités lituanienne, bielorussienne et surtout ukrainienne. L'historien Kostomarov fut rappelé d'exil et nommé à l'université de Saint-Petersbourg, début 1860. Kulis vint y ouvrir une imprimerie ukrainienne. Tous deux lancèrent le mensuel ukrainien (on disait plus souvent *petit russe*) *Osnova*, dont le premier numéro parut en 1861. Beaucoup des collaborateurs russes des Miliutin, comme Hilferding, prônaient un appui aux cultures « régionales » pour diminuer l'emprise polonaise. Accueillie avec sympathie par plusieurs intellectuels russes, l'ukrainophilie resta surtout un mouvement propre à la capitale de l'empire et à la ville de Kiev, mais même là, la tournure des événements l'étouffa dans l'œuf.
- 24 Au moment où une nouvelle insurrection polonaise couvait à Varsovie, les autorités de l'empire : Panin, ministre de la Justice, et Lanskoi, ministre de l'Intérieur, proclamaient, le 19 février/3 mars 1861, une abolition du servage qui prenait surtout soin de préserver le maximum des prérogatives de la noblesse terrienne. Les trois provinces du Sud-Ouest y étaient traitées à part dans l'article VIII. Une fois encore, on voulait introduire le *mir* là où il n'avait jamais existé et accorder aux paysans, sur cette base, une terre dont ils ne pouvaient connaître les limites et qu'ils devaient racheter. Les actes statutaires (*ustavnye gramoty*), attestant de cette prétendue propriété, devaient être établis par des commissions de district présidées par un fonctionnaire nouveau, le *mirovoy posrednik*, le « médiateur du mir », un propriétaire désigné par le maréchal de la noblesse, c'est-à-dire, encore et toujours un Polonais. Ce médiateur s'entourait évidemment d'autres Polonais, qui, comme pour les *Inventaires* de 1847, ne cherchaient qu'à tourner la loi à leur profit. La réponse des paysans prétendument libérés (jusqu'en 1863 « temporairement dépendants » de leurs maîtres) fut, comme on pouvait s'y attendre, le *bunt*, la jacquerie, la fureur impuissante⁸. Tandis qu'à la faveur des « dotations statutaires » les Polonais rognèrent encore 10 % des terres dont les paysans avaient l'usage, les refus de corvée liés à cette spoliation et surtout à l'incompréhension du délai de mise en place de 1861 à 1863, s'accompagnèrent de refus d'acquitter l'impôt et des habituelles accusations d'*ukaz* caché. Les rapports des gouverneurs notent, sans surprise, une « absence de joie » dans ces régions. Dans la province de Kiev, des attitudes de résistance très déterminée témoignèrent de la vitalité du mouvement ukrainophile que l'on avait cru compatible avec la russité telle qu'on la comprenait à Pétersbourg. Dans les districts de Kaniev, Tcherkassy, Tchehyryn, Zvenigrodka et Tarachtcha, le 20 juin 1862, les paysans n'avaient toujours pas signé les *actes statutaires*. Le régiment d'infanterie de Jitomir fut envoyé pour « leur faire entendre raison » (selon une lettre du gouverneur général au ministre de l'Intérieur signalée par Ju.Zems'kyj, *op. cit.*, p. 248-249), mais la présence d'ukrainophiles parmi les soldats paralysa la coercition. Leur chef, le capitaine A. Krasowski, fut exilé à Perm. On était loin, ici, des belles images de propagande de la capitale où l'on voyait un peuple en larmes baisant avec reconnaissance les mains du tsar libérateur.
- 25 L'insurrection polonaise, comme en 1831 très peu active en Ukraine, fut néanmoins un facteur très aggravant dans les relations russo-polonaises de ces provinces. La fonction de maréchal de la noblesse fut, dès les premiers symptômes d'agitation, interdite aux Polonais et confiée à des Russes jusqu'en 1917. L'agitation simultanée des serfs à demi-libérés obligea à s'interroger sur la pertinence des appuis à l'ukrainophilie.
- 26 Depuis sa renaissance au début du règne, ce mouvement divisait le pouvoir. Déjà en 1861, A. G. Trojnickij, membre de Direction de la censure, avait adressé au ministre de

l'Instruction publique une sévère mise en garde contre la campagne de diffusion d'abécédaires et de livres élémentaires par Kulis et Kostomarov. Cette campagne (on pouvait alors acheter six petits livres de ce type dans la capitale et à Moscou) menaçait, disait-il, l'unité russe. Nazimov, à Vilna, continuait, au contraire, en 1862 et début 1863, à rédiger des mémoires prônant l'appui aux cultures locales. Dans le même esprit, N. P. Hesse, gouverneur de la province de Kiev, se faisait accompagner dans les campagnes par un traducteur qui expliquait la réforme en « petit russe ». Ils s'opposaient en cela très nettement à Valuev, ministre de l'Intérieur, qui voyait dans les textes liant réforme et culture locale des « manifestes à la Garibaldi » propres à créer d'inutiles problèmes de nationalités. Irrité par l'agitation paysanne qui réclamait l'appropriation totale de la terre, par les bruits de proximité de « l'heure de la justice » (*slusnyj cas*) que répandaient les paysans d'Ukraine en mars-avril 1863, Valuev s'inquiéta beaucoup lorsqu'il vit que les autorités militaires, pour lutter contre les Polonais, avaient, le 24 avril 1863, de nouveau distribué des feuilles volantes appelant à former des milices paysannes et à livrer les seigneurs. Le danger de revendication d'autonomie de ces milices ukrainiennes l'amena à casser l'élan déjà net de l'ukrainophilie. La liberté des serfs ne pouvait pas « dégénérer » en liberté nationale.

- 27 En juillet 1863, les petits manuels furent interdits et la revue *Osnova* dut fermer. La traduction en ukrainien de l'Évangile, déjà prête, fut suspendue. Seule la russe fut publiée. Nous reportons le lecteur à l'excellente étude de l'historien russe Alexej Miller pour plus de détails sur l'essor, puis le brusque arrêt de l'ouverture à l'ukrainophilie (cf. « *Ukrainskij vopros* » v *politike vlastej v russkom obščestvennom mnenii (vtoraja pol. XIX v.)*, Sankt Petersburg, 2000, 260 p.). Estimant, assez justement que le besoin de terre était, pour l'instant, bien plus fort que l'identité ukrainienne, Valuev imposa au gouverneur général de Kiev, Annenkov (beau-père du marquis de Vogüé) — qui restait partisan de l'intangibilité des propriétés polonaises — la mesure qui donna à l'abolition du servage en Ukraine un caractère très exceptionnel. Le 30 juillet, il imposa l'exemple déjà donné par N. M. Muraviev à Vilna, le 1^{er} mars, pour le Nord-Ouest : au lieu de conserver les *actes statutaires*, comme dans le reste de l'empire, on instaura un rachat obligatoire des parcelles cultivées, avec un rabais de 20 % sur l'estimation des *Inventaires*. Il s'agissait de souligner la sollicitude particulière de Gouvernement pour la paysannerie de l'Ouest. Mais, en 1864, ce même Gouvernement évita soigneusement de créer ici des *zemstva*, comme en Russie proprement dite. Ces organes de relative autonomie paysanne n'auraient pu être qu'un vecteur de l'identité ukrainienne sous contrôle des toujours prédominants propriétaires polonais, c'est-à-dire tout le contraire du but à atteindre. Il fallut attendre 1911 pour que l'Ukraine rive droite fût pourvue de *zemstva*.
- 28 Il fallait, quoi qu'il en soit, reprendre toute l'opération de dotation et imposer les rachats obligatoires. Un règlement spécial du 8 août 1863 précisa la manière dont les actes déjà établis devaient être transformés en *vykupnye akty*. Annenkov, manquant d'empressement, fut remplacé par Bezak en 1865. Celui-ci procéda de manière expéditive et fit hautement savoir que les spoliations polonaises de 1847 et 1862 seraient restituées. Alexandre II lui accorda des moyens nouveaux : les *mirovye posredniki*, désormais nommés et orthodoxes, permirent de couper les propriétaires polonais du contrôle de la réforme.
- 29 L'administration russe se donna ainsi, pour la première fois, un levier d'action puissant dans les contacts avec le monde paysan de l'Ukraine. Les « médiateurs » allaient, pendant toute la fin du XIX^e siècle, jouer un rôle central dans la politique russificatrice vis-à-vis des anciens serfs⁹.

- 30 Terminées vers 1870, les nouvelles dotations n'allaient pas du tout, nous allons le voir, combler les attentes des anciens serfs, mais ceux-ci en tirèrent au moins 18 % de terres récupérées, ce qui, dans le cadre du *mir* où on les enferma encore, ne leur parut pas très satisfaisant car, souvent, ils contestaient la qualité de ces terres. L'inégalité des propriétés engendrait les premières revendications socialistes : plus de trois millions d'anciens serfs ne possédaient pas plus de terre que les cinq mille familles de latifundiaires. Chacun de ces deux groupes possédait à peu près quatre millions de désiastines. Néanmoins, l'ampleur des opérations de rachat sembla, dans les années 1865-1870, témoigner d'une sollicitude du pouvoir pour le peuple et l'on put croire le combat gagné. Comme les chefs des milices de 1863 étaient aussi les plus conscients de leur ukrainité, ces petits groupes de paysans armés avaient, on l'a dit, été dissous le 30 novembre 1864, mais en 1867, pour les faire taire, on avait établi une « évaluation » des services qu'ils avaient rendus à l'empire et l'on avait distribué aux 38 169 âmes ainsi démobilisées une gratification de 106 000 roubles. Ce n'était pas cher payé pour s'acheter la sympathie et éviter les éventuelles revendications identitaires.
- 31 Pourtant, il allait vite apparaître que la réforme agraire était très imparfaite et que le servage n'était aboli qu'en théorie. La très ample action des gouverneurs généraux successifs visant à ruiner les grands propriétaires polonais, à les pousser à la faillite et à empêcher d'autres Polonais de racheter leurs biens, de façon à favoriser l'installation de nouveaux *pomiesciki* russes donna, jusqu'au milieu des années 1890, des résultats si positifs qu'au début du XX^e siècle, la moitié environ des domaines seigneuriaux étaient passés aux mains des Russes. Les rapports annuels des gouverneurs à Alexandre II et III comprenaient toujours une rubrique sur la dépolonisation des terres domaniales privées, auprès de laquelle la main impériale notait invariablement : « insuffisant ». Les relations des anciens serfs avec leurs maîtres, anciens ou nouveaux, ne changeaient pourtant pas de nature. La lutte des campagnes contre la résidence restait identique. Les arrivants russes considéraient que les domaines qu'ils avaient acquis en Ukraine devaient être gérés de la même manière forte que ceux qu'y possédaient encore les Polonais.

Après l'abolition, l'attachement paysan aux « servitudes »

- 32 Les paysans considéraient que la réforme ne serait achevée que lorsque serait réglée la question de leur jouissance de parties considérables des domaines seigneuriaux qu'ils considéraient comme vitales pour eux. De temps immémoriaux, en effet, l'ancien droit polonais et le Statut lituanien laissaient aux serfs un droit de pacage, d'usage des forêts à des fins personnelles, d'utilisation des étangs et rivières pour la pêche et le rouissage, des carrières, des sablières, etc. C'était ce que l'on appelait le « droit de servitude » (*serwituty*, en polonais). Ils tenaient aussi à ce que les parcelles paysannes, particulièrement imbriquées, en Ukraine, dans les terres seigneuriales — à tel point que les Polonais appelaient cette imbrication *szachownica* (damier) et les Russes *crezpolosica* (parcelles entremêlées) — leur fussent une fois pour toutes attribuées.
- 33 Un *ukaz* du 4 avril 1865 avait garanti la pérennité de ces avantages en la conditionnant, une fois de plus, et bien imprudemment, à un arpentage général qui eût logiquement dû se produire en même temps que l'octroi des actes de rachat. Mais on sait dans quelle hâte ces attributions avaient été bâclées par Bezak et il apparut très vite que les grands

propriétaires, soucieux de disposer librement de leurs biens pour les louer ou les vendre, dans une conjoncture économique toujours plus lucrative, ne tenaient plus beaucoup compte des habitudes, ni des besoins de leurs anciens sujets. Ceux-ci, de leur côté, ne se souciaient pas des dotations trop vagues, faites sans tenir compte des tolérances d'autrefois, et continuaient, sans payer, à utiliser les ressources des domaines. Mais maintenant, tout se payait. Dès 1866, Bezak avait dû prier Kaznakov, le gouverneur de Kiev, de fermer les yeux sur l'exploitation traditionnelle de ressources dans des domaines où les seigneurs se plaignaient. Ne pas froisser la susceptibilité paysanne. Ne pas utiliser la répression policière que Kaznakov préconisait de nouveau. Telle était encore la priorité de 1866.

- 34 Très vite, cependant, les paysans manifestèrent une colère qui ne pouvait plus laisser le pouvoir indifférent. Plus de 80 % des domaines seigneuriaux d'Ukraine n'étaient pas arpentés. En 1867, Bezak porta le nombre des arpenteurs à 450, mais à peine 1/6 des grands propriétaires avait souhaité le bornage des domaines leur appartenant et la séparation des parties accessibles aux paysans. Les autres craignaient que ceux-ci ne se méprennent sur le but de l'opération et ne subodorent de nouvelles spoliations. Tout restait donc sans solution. Les arpenteurs faisant gagner quelques désiastines à la partie qui payait le mieux, les paysans, toujours perdants, prirent l'habitude de détruire leur matériel, de les chasser et d'occuper les terres en litige. Dans les conditions du boom démographique sans précédent de la fin du XIX^e siècle, chaque morceau de terre, chaque petit avantage matériel, prenait une valeur vitale pour la paysannerie.
- 35 Au cours des années 1870-1880 les rapports du monde rural et des *pomiesciki* retrouvèrent une tension aussi grave qu'aux pires moments d'avant 1861. Des villages entiers occupaient des forêts pour en empêcher l'abattage (le défrichement et la mise en culture, confiés — comble de la provocation — à des colons allemands ou tchèques se révélant de plus en plus lucratifs). La police étant impuissante, le gouverneur envoyait la troupe. Batailles et arrestations s'ensuivaient. Ailleurs d'anciens serfs labouraient des terres qu'un arpentage leur avait enlevées. En 1874, le nouveau gouverneur général, A. M. Dondukov-Korsakov dut, en personne, venir haranguer tout un village solidaire dans la révolte et, en contradiction avec l'acte d'abolition de 1861, faire fouetter les meneurs. De 1869 à 1877, dans les domaines de l'État du district de Czehyryn, les expéditions punitives et les séances de fouet ne cessèrent pas. Travaillés par des agitateurs de *Zemlia i volia*, puis du Partage noir (*Cernyj Peredel*), les paysans les plus actifs furent jugés dans un grand procès à Kiev. Ils refusaient la réforme et réclamaient des dotations par âmes (*dusevoj nadel*), revendication qui fut très vite reprise dans de nombreux domaines privés où l'intervention de l'armée fut régulièrement répétée. Anciens et nouveaux propriétaires (polonais et russes) faisaient, de même, appel aux policiers ou à l'armée pour mater une vague qui se teintait de nouveau d'ukrainophilie. Des agitateurs, en contact avec la Galicie autrichienne toute proche, où la culture ruthène se développait rapidement et librement, encourageaient une sympathie totalement niée et refusée par les tenants de la Russie unique. M. N. Katkov, rédacteur des *Moskovskie Vedomosti*¹⁰, publia un recueil de ses articles dénonçant ce qu'il appelait un complot et une « invention ». La section kiévienne du RGIO¹¹ fut interdite. Elle était le dernier porte-voix officiel des idées ukrainiennes. La langue ruthène elle-même fut interdite dans les éditions locales ou importées, ainsi qu'au théâtre (édit impérial d'Ems, 18 mai 1876).

La négation de l'abolition

- 36 La dimension de ce timide éveil national restait cependant bien inférieure à l'exaspération des rapports agraires. Dans les terres de la richissime famille Sobanski, autour d'Olgopol, en Podolie, en 1876, le gouverneur général en vint à demander d'arrêter les arpentages. Les troupes dont il disposait étaient insuffisantes pour écraser les villages révoltés. Tous les rapports de gouverneurs envoyés à Saint-Pétersbourg traduisaient un affolement impuissant face à la perte du « sens de la légalité » et du « respect de la propriété » (celle des seigneurs évidemment). Les occupations illégales de larges parties de domaines, les contestations de bornage avec destruction des repères, le pacage sauvage d'un bétail qui n'avait plus où paître, dégénérèrent en batailles rangées des paysans avec le personnel des domaines et l'armée, appelée par les gouverneurs. Tout fut tenté pour calmer la violence des anciens serfs qui s'estimaient sans cesse grugés. Les prêtres orthodoxes furent appelés à organiser des offices au début de chaque arpentage, de façon à souligner la nécessité d'un respect sacré. Mais, en 1879 et 1880, ces « cérémonies » ne trompaient plus les paysans accrochés au souvenir des « servitudes » bien plus avantageuses dont jouissaient leurs parents et grands-parents. Les serments exigés par les popes étaient refusés, les églises encerclées et la bataille avec tous les partisans des arpentages recommençait. Les mutins, mis aux fers, n'étaient calmés qu'à grands coups de *nagaiika*. Bien souvent les femmes et les enfants marchaient les premiers à la rencontre de la troupe, comptant sur la pitié.
- 37 La radicalisation du mouvement paysan, à l'échelle de l'empire, à partir de 1879, se manifesta par l'émergence de *Narodnaïa volia* et, en Ukraine, se référa de plus en plus à la tradition des *hajdamaki* et à l'obsession du Partage noir. Cette agitation, par l'effroi qu'elle suscitait, ne favorisait pas l'afflux des propriétaires russes qu'escomptait le Gouvernement. La grande propriété polonaise restait donc prédominante au moment où Alexandre II fut assassiné. La population ayant plus que doublé en cinquante ans, sa « faim de terre » augmentait en proportion. Désespérant de l'appui gouvernemental, lassés de l'aide régulièrement apportée aux seigneurs, les paysans refusaient maintenant de désigner les auxiliaires de la police tsariste, les *centeniers* et *dizainiers*. Dans la province de Kiev, le gouverneur en désigna d'office. La population de toute une chaîne de villages sur les terres immenses des Branicki, appela à ne plus payer l'impôt et à s'approprier les biens du magnat. Drenteln, alors gouverneur général, dépêcha un régiment de dragons et un bataillon d'infanterie qui furent cantonnés dans ces villages jusqu'à ce que les habitants eussent payé leurs impôts et désigné leurs auxiliaires de police. Les rapports du colonel (1883) chargé des « promenades militaires » accompagnées, dans chaque village, du supplice des verges, ne laissent aucun doute sur la manière dont ces Ukrainiens, 22 ans après le manifeste d'abolition, goûtaient leur « liberté ».
- 38 Le gouverneur de la province de Kiev expliquait, la même année, cette violence anti-paysanne par une triste nécessité : « Les bases de la vie civile, écrivait-il, traversent, dans la conscience populaire, une sorte de crise pathologique. » Il voyait bien que l'attribution des terres « à la russe », collectivement, était contraire aux traditions locales et aux aspirations. Il déplorait le retard perpétuel des arpentages et faisait ce constat pertinent : « Juridiquement, les droits des paysans n'ont ni réalité, ni signification. » Comme en écho à cet aveu d'échec, le 31 mai 1885, le ministre de l'Intérieur, I. N. Durnovo, envoya à tous les gouverneurs une recommandation qui était la négation

même de l'abolition du servage. Elle rétablissait officiellement (nous savons qu'elle n'avait jamais cessé) la pratique des châtiments corporels. C'était, disait-il, la seule mesure adéquate, et aussi la seule efficace. Et ajoutons : économiquement avantageuse. « Cette mesure, en frappant seulement quelques-uns de ceux qui désobéissent, est incomparablement moins lourde que le cantonnement militaire qui est toujours ruineux pour la population, sans parler des cas où il faut recourir aux armes », concluait Durnovo.

- 39 Nous pourrions interrompre ici cet enchaînement quelque peu désespérant d'espairs déçus, de douloureuses protestations et conclure à l'échec évident. L'abolition du servage ne signifiait aucunement l'abolition des abus et des injustices. La « réforme » ne répondait que très imparfaitement aux attentes paysannes, n'ayant pas prévu de modification de la répartition des terres. Ce nouveau code de la propriété foncière, ce *zemleustrojenie* qui, peut-être, eût pu sauver un certain équilibre social, fut entrevu par P. A. Stolypin, au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, mais l'Ukraine, nous allons le voir, n'y eut presque pas droit et la frange dominante de la société impériale resta, jusqu'en 1917, raidie dans ses réflexes et préjugés d'un autre âge. Il nous faut donc rappeler rapidement comment cet échec des idées de 1861-1863 conduisit le *moujik* à tomber dans l'autre impasse du *kolkhoz*.
- 40 Il convient, certes de tempérer notre propos en reconnaissant que la liberté individuelle accordée, en principe, à tous les serfs par l'acte d'abolition, permit aux plus entreprenants d'obtenir la jouissance de lopins négligés par les moins actifs. À l'intérieur des *mirs*, on vit lentement apparaître des paysans un peu plus aisés que les autres. Non pas que leur propriété terrienne augmentât : La Banque foncière paysanne, créée en 1882, pouvait accorder des prêts, mais les grands propriétaires, polonais ou russes, ne louaient ou vendaient leurs biens qu'entre eux ou à des prête-nom, il n'y avait donc pas de terre à acheter. Certains villages particulièrement arriérés se révoltaient en exigeant d'acheter des terres qui n'étaient pas à vendre. En revanche, la répartition des terres communautaires évolua vers un début de remembrement qui entraîna une amélioration matérielle pour une petite moitié des anciens serfs. Celle-ci se mesure facilement d'après le recensement des animaux de trait, bœufs ou chevaux, que l'armée organisait régulièrement en vue d'éventuelles réquisitions, comme celle de la guerre russo-turque de 1878. On sait, par exemple, que dans la province de Kiev, en 1888, 8,8 % des paysans possédaient 1 cheval ; 20,1 % en possédaient 2 ; 9,2 % en avaient 3, mais 61,9 % n'avaient aucune force de traction. C'est ainsi que, dès la fin du XIX^e siècle, se dessine l'émergence d'une partie de la paysannerie mieux dotée en moyens et que les plus pauvres traitent déjà d'exploiteurs, de *koulaks*. On sait que ces paysans moins pauvres seront les plus rebelles à la collectivisation, après 1925, et serviront de prétexte à Staline pour organiser la famine en Ukraine. Mais, s'il est impossible de nier que ce nouveau visage de la société paysanne, dans les dernières décennies du siècle, fut surtout dû à la « liberté » laissée aux anciens serfs de s'entre-dévorer, il faut bien constater que la « faim de terre » consécutive aux insuffisances de la réforme et à la démographie galopante provoqua, jusqu'en 1905 et au-delà, un pic d'exacerbation de la question paysanne qui est le plus terrible des corollaires à l'évolution jusqu'ici dépeinte.

« Comme une horde de chevaux sauvages... »

- 41 La presse de la fin des années 1880 est pleine de l'effroi des propriétaires devant les agressions dont beaucoup des leurs sont victimes en Ukraine. La haine paysanne se manifeste même contre des représentants très éminents des plus anciennes familles

comme les Branicki. Attentats et assassinats sont relatés avec force détails dans les journaux, aussi bien polonais que russes. On y parle d'insolence et de chaos. La chose n'était certes pas propre à la région du Sud-Ouest puisque, à l'échelle de l'empire, nouvel aveu d'impuissance des institutions établies en 1861-1864, Durnovo instaura, en 1889, dans chaque district, des « chefs ruraux » (*zemskiye nacalniki*), nobles chargés de surveiller étroitement les paysans toujours considérés comme une population inférieure à tenir en tutelle. Ces « chefs ruraux » devaient, en fait, prendre en main les maigres prérogatives des *zemstva*, mais comme nous savons que ceux-ci n'avaient pas été autorisés dans notre région, les seuls guides du peuple restèrent ici les *mirovye posredniki*, impuissants à contenir la montée de ce que le prince Mescerski, rédacteur du très conservateur *Grazdanin* et partisan d'établir des « chefs ruraux » dans le Sud-Ouest, appelait « le chaos et l'anarchie ».

- 42 Les nombreux souvenirs publiés des propriétaires d'Ukraine de cette époque aiment souligner la bonté paternaliste des maîtres, mais ils sont pleins d'évocations de l'obsédant danger de la plèbe, toujours prête à incendier les meules de blé, à attaquer les arpenteurs, à combler les fossés de délimitation, à s'en prendre à la vie des *pomiesciki* ou de leur exécutants. Dès la fin de ces années 1880 plane le spectre d'une révolution. On parle, sans proposer de solution, de « l'abandon moral » du peuple. On égrène les troubles agraires, et l'on annonce, juste prémonition, le danger de ces êtres incontrôlables dont la masse terrifiante est « comme une bête folle, comme une horde de chevaux sauvages ou un élément déchaîné » (*Kraj*, journal polonais de Saint-Petersbourg, 1887, n° 7). Une propriétaire polonaise du district de Skwira, dans la correspondance en français qu'elle entretenait avec le gouverneur général Drenteln, se demandait si le paysan avait vraiment une âme. À voir la liste des mauvaises influences auxquelles cédaient ces masses infantiles (toujours les juifs affameurs et avides, les jeunes intellectuels irresponsables), on constate combien la sympathie pour le *moujik* des débuts du règne d'Alexandre II s'était évaporée.
- 43 Dès 1882, le même Drenteln avait interdit tout départ de paysan de la rive droite du Dniepr vers d'autres régions. Dans son obsession totalement disproportionnée de la présence polonaise, obstacle à la russification, il avait prétendu que toute migration paysanne risquait presque de vider le Sud-Ouest de l'élément orthodoxe et, selon l'équation habituelle, de le dégarnir « d'une population de la même race que la nôtre ». Contrairement à toutes les autres régions de l'empire, où la liberté individuelle accordée en 1861 permettait aux migrations de servir d'exutoire en cas de crise, les paysans ukrainiens du Sud-Ouest étaient assignés à résidence sur leurs lopins et, sans le savoir, transformés en contrepoids à un très exagéré danger polonais. Cela devint surtout douloureux en 1891, lorsque le pouvoir encouragea l'exode vers la Sibérie, suite à la terrible famine des régions centrales. Entre 1885 et 1896 plus de 200 000 Ukrainiens s'installèrent en Sibérie, mais tous venaient de l'Est du Dniepr, où il n'y avait plus de Polonais depuis longtemps. Entre 1895 et 1898, une rumeur courut en Volhynie selon laquelle les Polonais cachaient un *ukaz* du tsar permettant, avec voyage payé, d'aller acquérir des terres immenses, et pour un prix dérisoire, dans les vallées de l'Amour et de l'Oussouri. Des groupes de 100 à 200 paysans accouraient de chaque district au chef-lieu de la province, Jitomir, réclamant sous les fenêtres du gouverneur qu'on leur lût le fameux *ukaz*. Il fallut les disperser par la force et faire afficher partout qu'il s'agissait d'un mensonge polonais.

- 44 La frustration sous toutes ses formes ne faisant qu'augmenter, le gouverneur général A. P. Ignatiev se fit remettre des rapports sur l'état des arpentages et le problème des *servitudes* en 1889. En 1890, il confia à la toute nouvelle *Société d'agriculture* de Kiev la mission d'en finir avec cette question au moyen d'indemnités, comme dans le Royaume de Pologne, en 1875, mais le nombre d'émeutes provoquées par ce que les paysans percevaient comme une atteinte à un droit imprescriptible l'obligea, en 1891, à y renoncer. Le clergé orthodoxe chercha à tourner, encore une fois, la colère populaire contre les Polonais. Des popes zélés prêtaient volontiers leur plume à la rédaction de protestations stylisées sur le mode des *stradania* traditionnels, mais, au grand agacement d'Ignatiev, les arpentages, comme il l'écrivait en 1896 à Nicolas II, restaient la pierre d'achoppement d'une séparation définitive des terres paysannes de celles des seigneurs. Découragé, il reconnaissait qu'à cette date un tiers des domaines avaient été arpentés, mais qu'il restait 2,9 millions de desiatines à cadastrer, ce qui ne pouvait qu'entraîner « différentes complications, nullement souhaitables ».
- 45 Et ces complications éclatèrent, toujours sur le même mode, jusqu'au début du XX^e siècle. 35 ou 40 ans après l'abolition du servage, on fouettait toujours les paysans mutinés. Suite au recensement de 1897, on arriva à la conclusion que sur plus de 8 millions d'habitants de nos trois provinces, 6 millions étaient descendants de serfs et que la moitié d'entre eux constituaient une « surpopulation de main-d'œuvre ». Ces *batraki* et *bobyli* sans terre n'avaient que la ressource d'usurper ce que les seigneurs appelaient leur droit de propriété : comme leurs parents depuis la réforme, ils occupaient des champs, poussaient leur bétail sur des prairies domaniales, ils volaient, ils attaquaient, tels ces 500 paysans de Podolie, près de Jampol, qui, en mai 1898, accueillirent la police venue les déloger à coups d'épieu. Le gouverneur de province, selon un scénario attendu, vint avec deux bataillons. 7 meneurs reçurent cent coups de knout et 400 « coupables », arrêtés, furent relâchés, la prison étant pleine.
- 46 Ne tentons même pas de rappeler les circonstances de la révolution de 1905-1907. Il suffira de dire que, logiquement, elle fut l'exact aboutissement de l'insuffisance des changements de 1861 et de l'impuissance des décennies suivantes à imaginer des solutions plus efficaces. Ces trois années furent un sommet de violence qui n'atteignit toutefois pas le déchaînement sanglant de 1917-1920 et dont le caractère de jacquerie, parfois proto-socialiste ou proto-nationale, ne différa pas beaucoup, sauf par sa massivité, des mouvements locaux dont nous avons suivi succinctement la maturation. La longue série des grèves paysannes, surtout actives aux moments où les grands domaines ne pouvaient se passer de la main-d'œuvre saisonnière — lors des fenaisons, des moissons du seigle ou du froment, des récoltes des pommes de terre ou des betteraves à sucre —, fut peu politisée, mais la mobilisation inouïe des campagnes fit changer assez longtemps la terreur de camp. Le pouvoir, comme les possédants, y virent, sans encore en tirer la vraie leçon, la « vengeance du peuple ». Les mêmes réactions primitives firent reparaître les mêmes explications sans solution : la haine des maîtres, la haine de leurs auxiliaires (la main-d'œuvre étrangère, les juifs), haine du machinisme allant jusqu'à la destruction du matériel ou des récoltes, tout finit par être encore mâté par l'armée. Malgré l'infiltration du modèle ukrainien de Galicie, l'identité ruthène ne parvint pas à structurer cette immense frustration paysanne et pendant dix ans encore les campagnes « libérées du servage » en furent réduites à tout attendre d'en haut. La première *duma* ne fit, par la prédominance écrasante des « moujiks », qu'augmenter l'épouvante du pouvoir.

- 47 La solution trouvée, à l'échelle de l'empire, par Stolypin était inapplicable dans la région du Sud-Ouest. Le 4 mars 1906, il instaura, comme on sait, ses *zemleustroitelnye komissii* : le *mir* disparaissait, les terres paysannes étaient remembrées en grosses exploitations (*hutory*) grâce à des prêts d'État, la masse des sans-terre était transférée dans les terres vierges de la « Russie asiatique ».
- 48 À supposer que la réforme de Stolypin eût pu remédier à la situation inextricable de l'Ukraine rive droite, ce dont on peut douter, elle ne put y être expérimentée et dut attendre. Les commissions de restructuration agraire devaient être conduites par des membres des *zemstva*, toujours inexistants ici. On n'accepta, enfin, de créer ceux-ci que le 14 mars 1911. Le temps de tout mettre en place et la guerre commença.
- 49 La seule application immédiate fut la permission de jouir de la liberté personnelle. L'autorisation fut aussitôt donnée à la « surpopulation rurale » d'imiter celle des autres régions, c'est-à-dire de se ruer vers l'Eldorado rêvé depuis si longtemps : la Sibérie. Beaucoup moururent en route, certains revinrent, désenchantés.
- 50 En 1914, le « grenier à blé » de la Russie n'était prospère que par les brillants résultats de l'agriculture seigneuriale, moderne et rationnelle. Gravitant autour de ces *pomiestja*, vivait une population pléthorique dont on pouvait se demander ce que lui avait apporté l'abolition du servage. Nous avons vu combien la liberté personnelle des anciens serfs resta relative, mais il faut souligner plus encore combien cette réforme sans la terre, dans une région où chaque feu disposait autrefois de possibilités indiscutées et tacitement circonscrites, provoqua de malentendus et de déchirements. La cause profonde de l'échec de la réforme de 1861 fut l'incapacité des parties en présence de se mettre d'accord sur la nécessité d'un cadastre officiel, de façon à offrir aux anciens serfs des solutions viables, une jouissance raisonnable de la terre. Lénine et Staline ne devaient pas mieux satisfaire la « faim de terre ». L'Ukraine de 2011 n'a toujours pas de cadastre. Reste-t-il seulement des paysans désireux et capables de restaurer les campagnes si longtemps sinistrées ? Le servage serait-il resté au fond des têtes et des cœurs ?

NOTES

1. Nous reprendrons pour cela les principaux points des chapitres consacrés à la question paysanne dans nos trois livres : D. Beauvois, *Pouvoir russe et noblesse polonaise en Ukraine 1793-1830*, Paris, CNRS éditions, 2003 ; *Le Noble, le Serf et le Révizor, 1831-1863*, Paris, éd. Archives Contemporaines, 1985 ; *La bataille de la terre en Ukraine 1863-1914*, Lille, éd. PUL, 1993. Ces ouvrages ont été traduits en ukrainien, en polonais et en russe. L'édition russe, la plus complète par ses ajouts et mises à jour, a paru à Moscou, en 2011, aux éd. NLO, sous le titre *Gordijev uzel rossijskoj imperii 1793-1914*, 997 p.

2. L'échec des projets de réforme agraire dans les terres appartenant à l'université de Vilna dans la Lituanie historique et l'Ukraine de la rive droite du Dniepr est traité dans les deux volumes de D. Beauvois, *Lumières et Société en Europe de l'Est : l'université de Vilna et les écoles polonaises de l'empire russe 1803-1832*, Paris-Lille, 1977, t. 1, p. 129-134 et t. 2, p. 527-533.

3. Parmi les nombreux ouvrages sur le servage en Russie, bornons nous ici à rappeler, pour la période précédant la réforme : V. I. Semevskij, *Krestjanskij vopros v Rossii v XVIII i pervoj polovinie XIX veka*, 2 vol., St-Petersbourg, 1888 et V. A. Fedorov, *Pomiescicji krestjanie centralno-promysliennogo rajona Rossii*, Moscou, 1974.
4. Ce manque permanent jusqu'en 1917 d'un cadastre comparable à ceux des pays occidentaux était pour beaucoup dans l'impossibilité d'établir des « normes » du servage. Un article pénétrant à ce sujet souligne l'inertie de l'administration tsariste : I. A. Christoforov, « Ot Speranskogo do Stolypina: krestjanskaja reforma i problema zemleustroistva », *Rossijskaja Istorija*, n° 4, 2011.
5. E. D. Stasevskij (*Istoria dokapitalisticeskoj renty na pravobereznoj Ukrainie v XVIII-pervoj polovinie XIX v.*, Moscou, 1968, p. 454-458) estime à 400 000 desiatines les appropriations seigneuriales illicites à l'occasion des ces bornages.
6. Sur l'action de Nazimov et le rôle des Polonais du Nord-Ouest : M. D. Dolbilov, *Russkij kraj, cuzaja vera. Etnokonfesjonalnaja politika imperii v Bielorusii i v Litvie*, Moscou, 2010, p. 170-173.
7. D. Szpoper, *Pomiedzy caratem, a snem o Rzeczypospolitej. Mysl polityczna i dzialalnosc polskich konserwatywnych srodowisk szlacheckich w guberniach zachodnich Imperium Rosyjskiego w l. 1855-1862*, Gdansk, 2003.
8. N. N. Lescenko, *Krestjanskoe dvizenie na Ukrainie v sviazi s proviedieniem reformy 1861 g.*, Kiev, 1959 ; un excellent ouvrage ukrainien récent : Ju. Zems'kyj, *Pols'ka, rosijs'ka ta ukrains'ka elity v zmagannjah zapravobereznuju Ukraïnu serediny XIX stolittja*, Kiev, 2011, montre que le prince I. I. Vassiltchikov, gouverneur général de Kiev, s'inquiétait beaucoup, dès juillet 1861, des appels au peuple que les Polonais répandaient de leur côté (cf. p. 127-132). Cet historien a trouvé, dans les archives de la police de Hajsyn (Podolie) des poèmes en ukrainien publiés anonymement en juillet 1862 glorifiant la fraternité avec les Polonais, (*ibid.*, p. 157-165). Comme les « chartes dorées » par lesquelles les propriétaires polonais promettaient de réaliser une émancipation qui n'eût pas été octroyée par le tsar, mais par une Pologne restaurée, ces textes ne pouvaient atteindre largement les masses analphabètes.
9. K. Macuzato, « Iz komissarov antipolonizma v prosvetiteli derevni: mirovyje posredniki na pravobereznoj Ukrainie (1861-1917) », *Socjalnaja transformacija i mezetniceskije otnosenia na Pravobereznoj Ukrainie XIX-nac XX v.*, pod red. K. Macuzato, Moscou, 2005, p. 175-221.
10. M. N. Katkov, *Vydumki «kijevljanina» i polskich gazet o maloruskom patriotizmie*, Kiev, 1874.
11. *Rossijskoe Geograficeskoe Imperatorskoe Obscestvo*, Société impériale russe de géographie.

RÉSUMÉS

Après 1793 (2^e partage de la Pologne), les serfs d'Ukraine restèrent mal contrôlés par le pouvoir russe. Les étapes de cette prise en main aux dépens des propriétaires polonais furent, en 1840, l'abolition du code dit *Statut lituanien* et, en 1847, l'introduction d'un allègement des corvées dans le cadre de la *loi des Inventaires*.

Même la première version de la loi d'abolition du servage de 1861 prévoyait le maintien des propriétaires polonais dans les postes de « juges de conciliation » (*mirovyje posredniki*).

En 1863, pour éloigner les paysans des insurgés polonais, l'État russe leur octroya le rachat de leurs lopins avec un rabais de 20 % et des prêts à long terme. L'imbrication des lopins dans les terres seigneuriales provoqua des conflits d'une grande violence. En 1885, les châtiments corporels furent rétablis et la liberté personnelle (liberté de migration) fut limitée.

L'Ukraine de la rive droite du Dniepr dut attendre 1911 pour organiser des *zemstva*. Les grèves paysannes de 1905-1907 y furent très dures. En 1917-1920, les propriétaires polonais furent chassés, mais la question paysanne, devenue ukrainienne, restait pendante.

After the second partition of Poland in 1793, Ukrainian serfs remained poorly controlled by the Russian government, who took things in hand in two steps, at the expense of Polish landlords. The first stage was the abolition of the Statutes of Lithuania in 1840, the second was the reduction of the corvée under the Inventory Act in 1847. according to the first version of the Emancipation Reform in 1861 the Polish landlords were to keep their duties as “conciliation judges” (*mirovye posredniki*).

In 1863, to deprive the Polish insurgents of the support of peasants, the Russian state offered peasants to purchase their plots of land with a 20% discount and granted them long-term loans. The interweaving of plots in seigneurial lands brought conflicts of extreme violence. In 1885, corporal punishment was reinstated and personal freedom (freedom of migration) was restricted. On the right bank of the Dnieper, Ukrainian peasants had to wait until 1911 to organize *zemstva*. Peasant strikes of 1905–1907 were very hard there. In 1917–1920, the Polish landlords were expelled, but the peasant question, which was also a ukrainian one, remained pending.

ПОСЛЕ ПРИСОЕДИНЕНИЯ УКРАИНСКИХ ГУБЕРНИЙ ПРАВОГО ДНЕПРОВСКОГО ПОБЕРЕЖЬЯ В 1793 Г., НАСТОЯЩАЯ КОНТРОЛЬ РОССИЙСКОЙ ВЛАСТИ НАД КРЕСТЬЯНСТВОМ КРЕПЛА ОЧЕНЬ МЕДЛЕННО ТАК КАК ПОЧТИ ВСЯ ПОМЕЩИЧЬЯ ЗЕМЛЯ ОСТАВАЛАСЬ ПОЛЬСКОЙ ДО 1863 Г. ОНА И ОСТАЛАСЬ НА ПОЛОВИНУ ПОЛЬСКОЙ ОТ 1890 ДО 1914 Г.

НЕСМЕЛЫЕ ПОПЫТКИ И МЕЧТЫ ПРОСВЕЩЁННЫХ ПОЛЬСКИХ ПОМЕЩИКОВ ДО 1830 Г. ПОЧТИ НЕЗАМЕТНЫ. ПРЕОБЛАДАЛО ПОЛНОЕ РАБСТВО КРЕСТЬЯН. ПЕРВЫЕ ШАГИ В СТОРОНУ УЛУЧШЕНИЯ ИХ СОСТОЯНИЯ ЯВЛЯЛИСЬ УПРАЗДНЕНИЕ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ Т.Н.ЛИТОВСКОГО СТАТУТА, НАПИСАННОГО В XVI В. (1840), А ЗАТЕМ ВВЕДЕНИЕ «ЗАКОНА ОБ ИНВЕНТАРИЯХ» (1847 Г.), ОГРАНИЧИВАЮЩЕГО БАРЩИНУ. ОДНАКО ПРИМЕНЕНИЕ ЭТИХ МЕР НЕ ОСУЩЕСТВИЛОСЬ ДО КОНЦА ТАК КАК РАЗОБЛАЧЕНИЕ КИРИЛЛО МЕФОДИЕВСКОГО ОБЩЕСТВА И КРЫМСКАЯ ВОЙНА ТРЕБОВАЛИ ОПИРАТЬСЯ НА ПОЛЬСКИХ ПОМЕЩИКАХ, А ЭТИ БЫЛИ ПРОТИВ ВСЯКОГО УМЕНЬШЕНИЯ ИХ ПРЕВОСХОДСТВА. СТАТЬЯ VIII РЕФОРМЫ КРЕСТЬЯНСКОГО ПРАВА 19 II 3 III 1861 Г. ПРЕДВИДЕЛА ЕЩЁ, ЧТО ЭТИ ПОМЕЩИКИ ЗАЙМУТ ВСЕ ПОСТЫ МИРОВЫХ ПОСРЕДНИКОВ. НЕГОДОВАНИЕ КРЕСТЬЯН ВЫБУХЛО В МНОГОЧИСЛЕННЫХ БУНТАХ, В КОТОРЫХ ВЛАСТЬ ВИДЕЛА РУКУ Т.Н. УКРАИНОФИЛОВ И «ХЛОПОМАНОВ».

ВСКОРЕ ПОСЛЕ ЭТОГО, ПОЛЬСКОЕ ВОССТАНИЕ 1863 Г., ХОТЯ И ОЧЕНЬ ОГРАНИЧЕННОЕ В ЭТИХ ГУБЕРНИЯХ, ПРИВЕЛО КРЕСТЬЯНСТВО К ЕЩЁ БОЛЬШОМУ СОПРОТИВЛЕНИЮ ПОЛЯКАМ. ВЛАСТЬ ВОСПОЛЬЗОВАЛАСЬ СЛУЧАЕМ, ЧТОБЫ РЕШИТЕЛЬНО ПРИВЛЕЧЬ СИМПАТИЮ УКРАИНСКОГО НАРОДА, НИ В ЧЁМ НЕ УСТУПАЯ В НАЦИОНАЛЬНОМ СМЫСЛЕ. ОНА ВВЕЛА ОБЯЗАТЕЛЬНЫЕ ВЫКУПНЫЕ АКТЫ С ДВАДЦАТИПРОЦЕНТНОЙ СКИДКОЙ ПО ОТНОШЕНИЮ К ИНВЕНТАРНЫМ ЦЕНАМ. ДО 1870 Г. ДЕРЕВНЯ УСПОКОИЛАСЬ, НО ПОТОМ ОКАЗАЛОСЬ, ЧТО НЕЛЬЗЯ БЫЛО ОПРЕДЕЛИТЬ, ГДЕ ПОМЕЩИЧЬЯ ЗЕМЛЯ И ГДЕ КРЕСТЬЯНСКАЯ. ОТСУТСТВИЕ КАТАСТРА И ОТКАЗ КРЕСТЬЯН ПРОВОДИТЬ ОБМЕЖЕВАНИЕ УЧАСТКОВ, ЧТОБЫ ОТДЕЛИТЬ ПОМЕСТЬЯ ОТ НИХ, ПРИВЕЛИ К НОВОЙ ВОЛНЕ БЕСКОНЕЧНЫХ БЕСПОРЯДКОВ. КРЕСТЬЯНСКИЙ «ЗЕМЕЛЬНЫЙ ГОЛОД» ПОБУДИЛ ВЛАСТЬ К ТОМУ, ЧТОБЫ ВЕРНУТЬСЯ К «КАРАТЕЛЬНЫМ ЭКСПЕДИЦИЯМ», ЧТОБЫ СПАСАТЬ ОСАЖДЁННЫХ ПОМЕЩИКОВ И ПРЕИМУЩЕСТВА ДВОРЯНСТВА ХОТЯ БЫ И ПОЛЬСКОГО. В 1885 Г. ОФИЦИАЛЬНО ВОССТАНОВИЛИ ТЕЛЕСНЫЕ НАКАЗАНИЯ И В 1889 Г. СОЗДАЛИ НОВУЮ ДОЛЖНОСТЬ «ЗЕМСКИХ НАЧАЛЬНИКОВ».

ДО 1911 Г. ЭТИ ГУБЕРНИИ НЕ ИМЕЛИ ПРАВА РУКОВОДСТВОВАТЬСЯ ЗЕМСТВАМИ. МЕСТНЫМ КРЕСТЬЯНАМ НЕ ПОЗВОЛЯЛОСЬ ПЕРЕСЕЛЯТЬСЯ В СИБИРЬ ИЛИ НА КАВКАЗ, КАК ЭТО ДЕЛАЛИ МАССОВО УКРАИНЦЫ ЛЕВОБЕРЕЖЬЯ. В КОНЦЕ ВЕКА ВСЕ ГАЗЕТЫ ОПИСЫВАЮТ УКРАИНЦЫ ЮГО

ЗАПАДНЫХ ГУБ. КАК ГРОЗНЫЙ ДИКИЙ ТАБУН. ПЕРВАЯ ОБЩАЯ МЕСТЬ ОПРОКИНУЛАСЬ НА ЭТОТ РЕГИОН В 1905-1907 ГГ. НЕ УСПЕЛИ ПРОВЕСТИ СТОЛЫПИНСКУЮ РЕФОРМУ В ЖИЗНЬ. В 1920 Г. ВСЕ ПОЛЬСКИЕ ПОМЕЩИКИ УБЕЖАЛИ, НО ЗЕМЕЛЬНЫЙ ВОПРОС ТАК И ОСТАВАЛСЯ НЕ РАЗРЕШЕННЫМ.

INDEX

Mots-clés : Ukraine, propriétaire, paysan, terre, révoltes

motsclésru УКРАИНА, ПОМЕЩИК, КРЕСТЬЯНИН, ЗЕМЛЯ, ВОССТАНИЯ

Keywords : Ukraine, landowner, peasant, land, revolts

AUTEUR

DANIEL BEAUVOIS

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne